

LES POLITIQUES NUMÉRIQUES DES COLLECTIVITÉS LOCALES
QUELLES CONDITIONS POUR SE DONNER LES MOYENS DE VALORISER
LOCALEMENT LES INVESTISSEMENTS PUBLICS NUMÉRIQUES?

Jean-Pierre JAMBES - UPPA

<http://numericuss.com> - www.jpjambes.com - www.numericuss.org

Colloque Optima mai 2016

CONTEXTE ET ENTRÉE

RÉSEAU D'INITIATIVE PUBLIQUE (RIP) : L'UN DES 1^{ER} LEVIERS D'INVESTISSEMENT PUBLIC.

- **RIP 1 : 3,5 Milliards d'euros investissement** – pour moderniser le vieux réseau cuivre du XX^e siècle et dégrupper 2778 Nœuds de Raccordement d'Abonnés (NRA) pour permettre à plus de 938 000 usagers finaux grand public de bénéficier d'offres Haut Débit.
- **RIP 2 : sans doute 20 Milliards d'investissement dont environ 13 à 14 milliards d'euros dans le périmètre public (7 de subvention)** pour déployer le réseau très haut débit du XXI^e siècle sur 17 millions de prises en zones de carence du marché (+ 21 millions de prises déployées par opérateurs privés en zones denses).

Comparaisons :

- Métro Grand Paris Express : **environ 25 milliards d'euros**
- LGV Sud Europe Atlantique : PPP Vinci pour Tours-Bordeaux : **7,8 milliards d'euros (dont 3 milliards de subventions publiques – hors compensations des déficits d'exploitation)**

QUESTIONS

Plus de 10 ans après les premiers RIP...

- Ces investissements publics numériques, centrés sur le déploiement d'infrastructures réseaux, ont-ils transformé la socio-économie locale ?
- Ont-ils par exemple enrichis les relations entre vos organisations et vos usagers ?
- Ont-ils permis d'économiser de l'argent public « fonctionnement », des émissions de Co² ou de moderniser l'accès aux services publics locaux ?

Bref... exploite-t-on suffisamment ces programmes pour (aussi) produire localement de la valeur ajoutée ou sont-ils encore trop pensés afin de palier les carences du marché national ?

Comment mieux valoriser localement les investissements publics numériques?

UNE PISTE

Passer de programmes numériques pensés en mode « dissociation » à des projets politiques locaux conçus sur une logique « association »

DES PROGRAMMES « MAIS »...

Les dissociations numériques par l'exemple :

- Infrastructures réseaux locales *mais* pour accéder aux services triple play du marché (l'investisseur public renoncerait-il à exploiter ses propres réseaux pour ses propres besoins?)
- Wifi dans l'espace public *mais* absence fréquente de services locaux associés et de maîtrise des données générées (pour laisser les usagers locaux donner leur data à Facebook?)

... AUX PROJETS « POUR »

Les associations numériques par l'exemple :

- Infrastructures réseaux locales *pour* lancer de véritables services d'intérêt locaux, pour économiser de l'argent public ou pour mieux interagir avec les usagers;
- Wifi dans l'espace public *pour* promouvoir les filières courtes, le commerce local, les offres culturelles, touristiques et sportives du territoire, la solidarité...

De dissociation à association

Ou comment construire un écosystème numérique public

Hypothèse : nécessité de se doter d'un modèle d'investissement public numérique plus en adéquation avec la réalité des retours sur investissement à cibler

Objectifs – disposer des ressources publiques nécessaires pour :

- **Réguler** (pratiques Gafa, disruptions, marché grands opérateurs...)
- Produire plus **d'externalités** (économie, emplois, transitions énergétiques, social)
- **Moderniser** le management public
- Produire un **Effet territoires** (égalisation, e-inclusion)
- Se donner les moyens de **Réinvestir**

Travaux de conception expérimentation de ce modèle en cours...

LES POLITIQUES NUMÉRIQUES DES COLLECTIVITÉS LOCALES
QUELLES CONDITIONS POUR SE DONNER LES MOYENS DE VALORISER
LOCALEMENT LES INVESTISSEMENTS PUBLICS NUMÉRIQUES?

- Jean-Pierre JAMBES - UPPA
- <http://numericuss.com> - www.ipjambes.com - www.numericuss.org
- Colloque Optima mai 2016